

2 Juin 1848.

Prix: 5 centimes.

1^{re} année. N^o 2.

ABONNEMENT.

Paris: 18 fr. — 9 fr. — 4 fr. 30.

Dép.: 30 — 15 — 7 50.

Rue du Bouloi, 26.

LE TOCSIN

DES TRAVAILLEURS.

COMITÉ DE RÉDACTION.

Emile Barrault.

E. Dolente, ouvrier.

Affranchir.

PARIS, 1^{er} JUIN.

CALOMNIE N'EST PAS COMPTE.

Nous avons tous pu voir, dans nos vieilles pièces de théâtre, un valet aux prises avec un maître avare, implorant, chapeau bas, ses gages qui sont toujours arriérés.

« Tes gages ? répond le ladre dont les doigts se crispent vingt fois sur un écu avant de le lâcher ; tu me coûtes plus que tu ne vauds. Tu manges comme un ogre ! »

— Mais, monsieur, c'est mon pécule que vous me reprenez.

— Tu bois comme un Suisse !

— Mais, monsieur...

— Tais-toi, continue l'usurier en secouant vivement sa perruque à la Molière. Je te connais, tu ne cherches qu'à me voler, fripon, maraud, coquin, bandit...

— Comment ? c'est par des injures que vous voulez me payer mes gages ?

— Scélérat ! s'écrie le fesse-mathieu en fermant ses poches et en levant sa canne, si tu ajoutes un mot, je te jure que je vais te régaler les épaules d'une large gratification de bois sec...

— Des injures et des coups de canne, voilà votre monnaie ! réplique le pauvre valet en prenant la fuite ; j'aime mieux perdre mes gages que de garder un si vilain maître.

Ceci est de la comédie ancienne qui n'est plus dans nos mœurs. Mais le fonds de cette scène comique ne paraît-il pas avec d'autres costumes et d'autres acteurs dans notre drame révolutionnaire ? Ne voyons-nous pas quelques personnages de notre bourgeoisie lésiner sur l'acquittement de leurs dettes politiques et recourir pour s'en débarrasser à la recette de l'injure et de la menace ? Cela est brutal, mais c'est comode.

Écoutons un peu le dialogue suivant entre l'un de ces bourgeois qui n'ont rien appris, c'est l'exception sans doute, et l'un de ces travailleurs qui ont beaucoup compris ou deviné. L'ouvrier plaide sa cause et celle de ses frères. La fin du prolétariat, la cessation du salaire, le travail par association avec une part de bénéfice proportionnelle aux œuvres, voilà ce qu'il entrevoyait comme le résultat de la révolution de février. C'est ce que les promesses de l'Hôtel-de-Ville l'autorisent à espérer. Telle est la dette que le gouvernement a contractée envers le peuple en recevant la république de ses mains victorieuses.

« Doucement ! dit le bourgeois qui tout d'abord tâche d'amadouer son interlocuteur. Vous êtes trop exigeants, vous autres ouvriers.

— Nous vous accordons du temps, répond le travailleur. Mais reconnaissez franchement la dette et donnez-nous un à-compte.

— Ingrats ! ne vous a-t-on pas magnifiquement dotés du suffrage universel ? Vous voilà électeurs et éligibles, tout comme nous autres.

— Mais, citoyen...

— En outre, la garde nationale vous a ouvert ses rangs, tous les grades vous sont accessibles, et vous pouvez prétendre à l'épaulette, tout comme nous autres.

— Mais, citoyen...

— La République vous comble et vous n'êtes pas contents ? que voulez-vous de plus ? Il n'y a plus de castes. Le peuple et la bourgeoisie ne font qu'un, nous formons une seule famille, la fraternité est une vérité. Plus de vaines querelles ; embrassons-nous.

— Permettez, dit l'ouvrier en se reculant, ce serait un baiser de juif. Vous voulez absolument que je vous donne quittance ; moi, je vous tiens absolument pour

mon débiteur. Avant de nous embrasser, expliquons-nous.

— Expliquons-nous, reprend le bourgeois dont la mine s'allonge ; vous êtes tenace.

— Si nous sommes frères, continue l'ouvrier, nous ne le sommes que de nom et de droit, mais pas encore de fait.

— Bah ?

— D'abord, vous possédez les capitaux, le sol et tous les instruments de travail ; nous, nous n'avons que nos bras.

— Est-ce que cela empêche la fraternité ?

— Oui, réplique notre brave ouvrier. N'ayant que nos bras pour tout patrimoine, nous ne pouvons exister sans travailler, et nous ne pouvons travailler sans nous mettre dans votre dépendance, puisque c'est vous qui possédez tous les instruments de travail.

— Est-ce que nous vous les refusons ? Sans les travailleurs que ferions-nous de nos machines, de nos matières premières, de nos terres, de nos capitaux ?

— Rien.

— Et vous, dit le bourgeois, que feriez-vous de vos bras sans nos instrumens ?

— Rien.

— Nous voilà d'accord. Nous sommes nécessaires les uns aux autres.

— Oui, s'écrie l'ouvrier. Pourquoi donc vous faites-vous la part du lion et pourquoi nous réduisez-vous à cette triste ration qui se nomme salaire ? Pourquoi prélevez-vous le fruit le plus exquis et le plus large de nos sueurs, en nous laissant à peine de quoi pourvoir à nos premiers besoins ? Pourquoi vous faites-vous à vous-mêmes, grâce à nos infatigables labeurs, un petit coin de paradis terrestre, tandis que nous, nous vivons et mourons dans la vallée de larmes ? Pourquoi les uns sont-ils exposés à crever d'indigestion et les autres à périr de l'excès du jeûne ? — Est-ce là votre justice ? Et si vous n'êtes pas justes envers nous, comment seriez-vous nos frères ? Vous êtes nos maîtres et nous sommes encore vos serfs, voilà la vérité !

— Nous sommes donc ennemis ?

— Dieu nous en préserve, répond l'ouvrier avec calme. Nous ne demandons pas mieux que de fraterniser. Pratiquez mieux l'équité, aidez-nous à réaliser les merveilles de l'association qui multiplie les pains et les poissons selon les besoins de tous, nous vous tendrons la main. Plus de vaines querelles, embrassons-nous.

— Permettez, dit le bourgeois en se reculant, ce serait aussi un baiser de juif... Vous voulez absolument que je vous paie votre dette ; moi, je vous déclare que je ne vous dois rien... si ce n'est le secours auquel on est obligé envers ses semblables malheureux.

— Merci, Monsieur. Nous ne voulons plus de l'aumône.

— Vous êtes fiers !

— Nous sommes sensés. L'aumône est la dîme que les détenteurs des instruments de travail consentent aux travailleurs, afin de perpétuer le régime de l'exploitation. C'est pour exercer nos droits que nous renonçons à la dîme.

— Vous perdrez votre procès, reprend le bourgeois avec aplomb ; tout ce que vous demandez est impraticable. L'organisation du travail est une utopie. Si j'étais gouverneur, je ferais mettre à Charenton les fous qui ont communiqué leur folie au peuple. Que les ouvriers soient sages, leur bonheur ne dépend que d'eux-mêmes.

— Citoyen...

— Croyez-moi ; je suis le meilleur ami des ouvriers...

— En voilà assez, réplique lestement l'ouvrier ;

tous ceux qui commencent par cette phrase finissent par celle-ci : ne changeons rien à ce qui est, tout est bien. On nous étouffe avec une cravate de soie.

— Quelle mauvaise tête ! dit le bourgeois d'un ton paternel. Soyez de bonne foi. Il n'y a que les faibles et les vicieux, parmi les ouvriers, qui se plaignent de leur sort ; morbleu ! soyez donc vertueux ! Au lieu de festiner à la barrière, mettez à la caisse d'épargne. Ne faites pas de lundi et travaillez tous les jours ; avec le temps vous deviendrez capitalistes, tout comme nous autres. Toujours la vertu conduit à la fortune ou à l'aisance. Mes amis, je vous invite à la vertu.

— Et la grève ? le chômage ? la maladie ? les femmes, les enfants, les vieux pères à nourrir ? Est-ce avec notre salaire que nous réussirons à faire vivre ce monde ? L'ordre et le courage n'y peuvent rien.

— Où voulez-vous donc en venir ? dit le bourgeois en perdant patience. Il y aura toujours des pauvres et des riches. C'est la volonté de Dieu.

— Du Dieu des riches et non du Dieu des pauvres.

— C'est la loi fondamentale de la société.

— Tant pis pour la société ! elle pêche par sa base.

— Malheur à qui tenterait de l'ébranler ! séditieux que vous êtes !

— Non, nous ne faisons qu'user de notre droit. Puisqu'aujourd'hui le peuple a la permission de toucher aux lois, il faut bien espérer que la législation des travailleurs remplacera peu à peu la législation des exploitants. Jusqu'à présent la ruche avait pris trop de législateurs parmi les frêlons, c'est pour cela que les abeilles ont été si maltraitées.

— Oui ? mes bons amis, mettez-vous bien en tête que ce qui est aujourd'hui sera toujours ; nous le maintiendrons à tout prix.

— Les bornes de Louis-Philippe ont donc retrouvé la parole ?

— Louis-Philippe était un tyran, nous sommes de francs républicains, nous.

— Il y a des bornes avec la fleur de lis ou avec le bonnet phrygien.

— Vive la République ! La révolution a fini, grâce à Dieu.

— Nous ne voulons pas la recommencer, nous autres ouvriers ; nous voulons tout simplement les conséquences des journées de février.

— Pour le coup, s'écrie le bourgeois, je n'y peux plus tenir. Vous me faites sortir des gonds. Je vois bien que vous ne rêvez que désordre, anarchie, spoliation, pillage...

— Modérez-vous, dit l'ouvrier sans s'émouvoir.

— Vrai, il y a parmi vous bon nombre de gens qui vous perdront... des humanitaires, des fouriéristes, des phalanstériens, des icariens, des cabétistes, des saint-simoniens, des socialistes, des communistes... tous gens qui ne s'entendent pas et veulent régenter le monde. La tour de Babel qui prétend servir d'architecte !

— Tous ces hommes s'accordent sur un point ; l'Association des Travailleurs. Partez de là.

— Le socialisme est une peste.

— Si tout le monde avait cette peste-là, le monde se porterait mieux.

— On nous pousse à bout, nous prendrons les moyens extrêmes.

— Essayez de réaliser les engagements de février, on vous en saura gré.

— Il faut en finir avec tous les perturbateurs de l'ordre public.

— Vous rétablirez l'ordre sans coup férir, en y intéressant les masses.

— Nous avons des fusils...

— Calmez-vous, je vous en prie.

— Des fusils, des cartouches et des bayonnettes...

Un bon exemple, tout ira bien ensuite.

- Citoyen, vous écoutez la voix de l'humanité.
- Vous me mettez tous en rage, j'en écouterai rien.
- Songez que nous sommes frères...
- Hé bien! vous savez à quelle condition nous pouvons l'être. *Ma fraternité ou la mort!*

Nous l'avons dit en commençant; il y a encore aujourd'hui dans la bourgeoisie, à côté de cœurs généreux et de nobles intelligences, des esprits étroits et des cœurs atrophiés qui se croient quittes de leurs engagements pourvu qu'ils aient la force. On menace on outrage, on calomnie, et l'on croit avoir réglé son compte. Harpagon n'est pas mort, et, pour mieux défendre son avarice, il se fait calomniateur, en attendant qu'il se fasse gendarme.

Calomnies contre les ouvriers chapeliers.

Sous Louis-Philippe les ouvriers n'avaient contre eux que l'indifférence et l'égoïsme des conservateurs; maintenant nous avons toutes leurs mauvaises passions. La conservation est à l'état réactionnaire.

Les ouvriers chapeliers avaient été calomniés par le journal *l'Assemblée nationale*. Leur réponse digne et catégorique ne s'est pas fait attendre.

Notre format ne nous permet pas de donner place à cette réponse que nous venons de lire sur les murs de Paris. Nous nous bornons à la mentionner. Par malheur, quand les travailleurs réfutent les mensonges dont ils sont l'objet, leur justification n'a pas le retentissement des voix qui les accusent.

Que veut-on? semer la division, la haine parmi les ouvriers. N'oublions pas que notre intérêt bien entendu doit nous prémunir contre ces machinations qui tendent à nous mettre en défiance les uns des autres. Commençons par nous défier de ceux qui veulent leur bien avant le nôtre.

La Mobile.

Ce matin, nous étions dans un wagon de chemin de fer et un honnête bourgeois s'exprimait ainsi :

« Les canailles (on parlait des travailleurs en général) empêchent, par leurs rêves creux, la reprise des affaires, ils sont cause de la ruine publique. Mais, patience! nous en viendrons à bout. La garde nationale est impatiente d'en finir, et la *Mobile* est pour nous et avec nous. »

Ce n'est pas la première fois que nous entendons nos réactionnaires placer leur espoir dans la garde nationale mobile pour bâillonner ces *canailles* qui s'avisent d'avoir la prétention de vivre en travaillant et de prendre au sérieux la révolution de février.

Nous ne savons sur quoi se fondent ces coupables espérances au sujet de la *Mobile*; ce que nous savons, c'est que les jeunes hommes dont elle se compose sont des travailleurs déclassés, qu'ils sont du peuple, et que si par des manœuvres indignes on parvient à le faire oublier à quelques-uns d'entre eux, l'immense majorité se rappelle son origine. Instituée pour défendre les lois de la République, elle ne peut, elle ne doit servir d'instrument à aucune tyrannie, pas plus à celle du sabre qu'à celle des écus.

Éducation pour tous.

M. Carnot, ministre de l'instruction publique, et M. Jean Reynaud, sous-secrétaire d'Etat de ce ministre, ne se pressent pas de tenir leurs magnifiques promesses.

Rien n'est plus pressé pourtant que l'établissement d'un large système d'éducation et d'instruction gratuite pour tous les enfants de la République sans exception. C'est le pain des intelligences, et ce pain est tout aussi nécessaire que celui qui nourrit le corps.

M. Carnot et M. Jean Reynaud sont convaincus sans doute de cette vérité qu'ils professent en théorie depuis vingt ans. Qu'attendent-ils pour la mettre en pratique?

Nous ne nous dissimulons aucune des difficultés de l'exercice du pouvoir. Mais le père de M. Carnot organisait la victoire au milieu de pénibles embarras; qu'un digne fils d'un tel père, le ministre surmonte les siens pour organiser l'instruction populaire.

Il y a dans le peuple deux classes ou plutôt deux âges par lesquels devrait commencer l'accomplissement des promesses de la République; ce sont la vieillesse et l'enfance.

Aux vieillards qui ont souffert si longtemps de toutes les iniquités de notre ordre social, la République doit une réparation avant l'heure de l'agonie.

Aux enfants qui sont appelés à jour d'un sort meilleur, la République doit une préparation de leur destinée nouvelle, afin que les espérances de l'avenir ne

soient pas pour eux une illusion irréalisable.

Et qu'on songe à tout ce qu'il y a de trésors d'intelligences, de talents et de vertus enfouis dans la masse du peuple! L'éducation seule peut tirer le métal de la mine et le faire arriver à la surface du sol. N'appauvrissons pas la République de tout le génie qui dort sous la couche épaisse de l'ignorance.

L'école et les invalides du travail, tels sont les deux monuments auxquels nous aurions aimé à voir la République mettre la main, le lendemain même de la révolution.

Aujourd'hui nous sommes environnés de ruines que l'incapacité du gouvernement provisoire a rapidement multipliées, comme s'il avait eu la baguette d'un mauvais génie pour renverser et détruire, et, sur ce terrain dévasté, nous ne découvrons pas même la première pierre des deux édifices destinés à protéger la vieillesse et l'enfance.

Si le peuple avait vu surgir ces deux monuments, il ne douterait pas de l'avenir. Sa révolution démocratique lui semblerait irrévocablement scellée en terre par cet hommage solennel aux deux extrémités de son existence. Mais on ne fait rien pour le sang dont il sort et pour le sang qu'il a donné; comment voulez-vous qu'il se montre patient à souffrir? Il souffre dans tout ce qui l'entoure, dans tout ce qu'il aime, et vous lui prescrivez l'impassibilité!

Il semble que plus l'existence des hommes est pénible et misérable, plus on leur demande de nouveaux efforts d'abnégation. On mesure le degré d'héroïsme exigé sur le degré même de la douleur, et volontiers on irait jusqu'à vouloir que le peuple eût la vertu d'un saint parce qu'il a la condition d'un martyr.

Qu'on n'abuse pas de cette longanimité, il y a un terme à tout. Les révolutions en sont la preuve. Ce que nous avons peine à concevoir, c'est que ce soit justement au lendemain de ces grandes crises d'impétuosité que l'on prétende mettre ceux qui souffraient et se sont révoltés au régime expectant. On leur enlève le remède auquel ils aspiraient, pour la conquête duquel ils ont tout bravé; puis on leur dit : attendez et tenez-vous tranquilles.

Rétablissement du droit de timbre.

Nous y marchons. Patience! nous en verrons bien d'autres si les féroces de l'ordre public ont puissance de se donner carrière. On avait aboli le timbre pour consacrer la liberté de la presse; on en revient à l'entraver, sauf à la remettre plus tard sous l'oppression du fisc.

Les journaux que la révolution a fait naître n'ont pas, comme les anciens journaux monarchiques, une riche clientèle d'abonnés en province, et le prolétaire des départements est aussi avide que celui de Paris de la lecture des feuilles populaires. Il s'en suit que des colporteurs ont créé un service qui consiste à expédier dans les principaux chefs-lieux, par la diligence, des ballots de journaux dont le prix de transport est ainsi fort minime.

Mais cette concurrence des journaux populaires, et cet aliment offert à l'intelligence des classes ouvrières de nos départements ont effrayé les hauts barons du journalisme et les politiques poltrons que vous savez, oiseaux de nuit que toute lumière effraye. On veut que ces journaux soient transportés par la poste, ce qui est contraire à l'esprit de la loi, puisque l'administration des postes n'a que le privilège des *distributions à domicile*; or, un paquet de journaux dont un tiers fait la distribution comme il l'entend, doit être complètement assimilé à un ballot de librairie sur lequel la poste n'a rien à voir.

Déjà on a parlé d'un timbre au moyen duquel cette circulation des journaux serait effectuée. Allons, Tartufes de républicanisme, vous méditez tout bas vos lois de septembre contre la presse!

Si jamais notre tocsin doit retentir, c'est quand directement ou indirectement on touche à la plus précieuse de nos libertés dans un but de réaction que, grâce à la faiblesse de la commission exécutive, on ne prend plus la peine de dissimuler.

BANQUET A CINQ SOUS.

La *Réforme* a publié, il y a quelques jours, le programme d'une fête de la Fraternité ou de la Concorde, moins coûteuse que les parodies mythologiques dont la République a la manie.

Les auteurs de ce projet convient les travailleurs à se réunir, sur les fortifications de Paris, dans un banquet immense dont l'écot ne dépassera pas vingt-cinq centimes. Hélas! la carte de convocation n'est que trop proportionnée à la bourse de la démocratie.

Aujourd'hui le peuple est à peu près aussi riche que le Juif-errant, avec cette différence qu'après avoir vidé ses poches, il n'y retrouvera point, comme le damné, une somme pareille à celle qu'il aura dépensée.

Pour nous, nous ne pourrions que sourire à l'idée de tout un peuple rassemblé pour apprendre à s'aimer davantage sur une terre qui ne lui refuse pas sa verdure, sous un ciel qui ne lui refuse pas son soleil.

Cependant lorsque quelques réactionnaires semblent ne chercher qu'une occasion, qu'un prétexte de faire ce qu'on a quelquefois appelé de la rigueur salubre, convient-il aux ouvriers de se permettre un rassemblement aussi considérable? Nous ne le croyons pas.

Le peuple est devenu majeur, il doit être plus sage que ses ennemis. Mieux vaut se priver d'une fête que de risquer d'en faire un champ de bataille. On l'accuse d'instincts violents, qu'il prenne le rôle de la sagesse. On en fait le soldat de l'anarchie, qu'il se montre le gardien de l'ordre public. C'est par cette modération soutenue qu'il se montrera supérieur à tous ceux qui l'accusent faute de le bien connaître, et qui, faute de l'aimer, croient qu'on le discipline par la mitraille.

La réaction en Europe.

Comme la France, l'Europe entière se tord dans les douleurs de l'enfantement. Le terme est arrivé; voilà soixante siècles que l'humanité porte dans ses flancs l'ordre social nouveau que les peuples saluent de leur amour. La crise est pénible; mais le nouveau-né vivra; il étouffera de ses mains les serpents qui le menacent dans son berceau.

Partout le passé, effrayé du présent, effrayé de l'avenir, tente d'enrayer les peuples dans leur marche. Partout la réaction s'agite et nous combat.

A Naples, un Bourbon fait massacrer le peuple et livre au pillage, à l'incendie, au viol, à toutes les horreurs d'une guerre de sauvages une cité somptueuse, une population intelligente. Et ce sont des enfants du peuple, des Suisses enrégimentés, de pauvres lazzaroni qui servent d'instrument à cette réaction royale! Comment ne se hâterait-on pas d'entreprendre une sainte croisade contre la misère et l'ignorance qui transforment nos frères les plus déshérités en bourreaux de leurs amis, en serviteurs de leurs plus cruels ennemis?

Le nord de l'Italie est toujours aux prises avec l'Autriche. Malgré un succès récent, les Autrichiens seront vaincus, nous l'espérons. Mais quand l'Autriche aura repassé les Alpes, tout ne sera pas fini. L'Autriche, c'est l'ennemi extérieur, et contre celui-là toutes les forces vives des nationalités italiennes s'unissent dans un même enthousiasme, en un même faisceau. Mais Charles-Albert veut être roi, et si l'Italie accepte cette royauté, ne savons-nous pas mieux que personne à quelles déceptions elle se prépare? Déjà Charles-Albert, tout préoccupé de régner sur la Lombardie, semble ne vouloir la délivrer que pour l'asservir.

Pendant que l'Italie lutte, l'Espagne résiste à grande peine aux violences réactionnaires de son innocente reine et de Narvaez. Narvaez a horreur de la barbe; il défend donc sans plus de façon qu'on porte barbe et moustaches. Les sbires rencontrant un étudiant ayant l'une et l'autre, on l'entraîne chez un barbier et on le fait raser par ordre.

Mais que la réaction marche ou s'arrête en Europe, la France ne sera pas la victime de la sienne. Nous sommes les fils aînés de la Révolution, nous la sauverons de tout danger.

En Autriche, la réaction a aussi triomphé. L'empereur a fui sa capitale. Il s'est rapproché des provinces du Midi, non seulement pour s'y trouver au milieu de populations que le souffle démocratique n'a point encore corrompues, mais aussi pour veiller de plus près sur les opérations de l'armée qui combat les patriotes italiens. Puisse la défaite de l'armée autrichienne, en Lombardie, assurer du même coup l'indépendance italienne et la chute de la famille impériale d'Autriche!

Quant au cabinet de Berlin, il louvoie entre les exigences de l'intérêt des peuples et celui des dynasties. Prolétaires, travailleurs de Prusse, fils des soldats que nos pères ont combattus, vos intérêts aujourd'hui sont les nôtres, nous vous avons donné le signal du réveil, ne vous endormez plus.

Le Gérant, Emile BARRAULT

PARIS. — Imprimerie de LACON, rue Coquillière, 20.